



4 ♦ 8 ACTUALITÉS

9 LOISIRS **ZOOM**

Des sentiers de balade

10 VOIRIE **ZOOM**

Valoriser les fauches de bord de route

11 AUDIOVISUEL **ZOOM**

La mémoire des communes

12 COMMUNICATION **ZOOM**

Tweets à gogo

13 INFORMATIQUE **ZOOM**

La dématérialisation : contrainte ou opportunité ?

14 À FAIRE – L'agenda de l'élu



UN AN DE MANDAT MUNICIPAL

15 ♦ 20 Dresser un premier bilan

Près d'un an s'est écoulé depuis les municipales de mars 2014. Entre les contraintes financières accrues, la réforme territoriale, les engagements à tenir ou à différer, les équipes municipales doivent dresser un premier bilan.



DOSSIER

FUNÉRAIRE : LE BUSINESS DE LA MORT

21 ♦ 22 1. Le service public des pompes funèbres

23 ♦ 24 2. Les dérives tarifaires

25 ♦ 26 3. Internet dans les cimetières

27 ♦ 28 4. La reprise de concession

♦ 29 5. La réduction de corps

♦ 30 6. Des obsèques à la charge de la commune

♦ 31 7. Les sépultures militaires

♦ 32 8. La mise aux normes des crématoriums

♦ 33 9. La conservation par thanatopraxie

CONSEIL MUNICIPAL

34 ♦ 35 5 questions sur les délégations et leur retrait

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

36 ♦ 37 Le thermalisme : un atout pour certaines communes

SÉCURITÉ

38 ♦ 39 Se préparer aux risques naturels



URBANISME

40 ♦ 41 La multiplication des établissements publics fonciers

LE CAHIER JURIDIQUE ET TECHNIQUE DU JOURNAL DES MAIRES

♦ 43 Sommaire détaillé

44 ♦ 45 Les modèles de discours

46 ♦ 47 Les modèles de document

49 ♦ 58 Les fiches techniques

59 ♦ 61 Les lois, décrets, arrêtés et circulaires

62 ♦ 63 Les réponses ministérielles

64 ♦ 66 Les décisions de jurisprudence

▶ LES MODÈLES DE DISCOURS

- 44 Commémoration du génocide arménien (24 avril 2015)
45 71^e Journée nationale du souvenir des victimes et héros de la déportation (26 avril 2015)

▶ LES MODÈLES DE DOCUMENT

- 46 Courrier de réponse à un riverain se plaignant d'actes d'incivilités et de délinquance
47 Statut d'un Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)

▶ LES FICHES TECHNIQUES

- 49-50 **ACTUALITÉ – ÉLECTION** • La nouvelle carte des régions
51-52 **ACTUALITÉ – PERSONNEL** • Droit syndical : de nouvelles règles pour la fonction publique territoriale
53-54 **INTERCOMMUNALITÉ** • Le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)
55-56 **URBANISME** • La commission communale (ou intercommunale) d'urbanisme
57-58 **JUSTICE** • Agir en justice au nom de la commune

▶ LES TEXTES OFFICIELS

59-61 LES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

62-63 LES RÉPONSES MINISTÉRIELLES

- Le conseil municipal doit-il délibérer sur chaque don ou legs consentis à la commune ?
- La durée d'un marché est-elle obligatoirement liée à la durée des amortissements des biens fournis ?
- Le règlement intérieur peut-il fixer un temps de parole pour l'intervention des conseillers municipaux ?
- Le remplacement d'un adjoint en cours de mandat doit-il respecter la parité ?
- Les enseignants du premier degré peuvent-ils participer aux activités périscolaires ?
- Les particuliers bénéficient-ils d'aide pour protéger leur bien contre les inondations ?
- Le FCTVA peut-il être inscrit en recette de fonctionnement ?
- Peut-on émettre un titre exécutoire pour recouvrer le produit d'une condamnation pécuniaire ?
- En l'absence de mention de la date de naissance sur l'acte de naissance, faut-il la préciser ?
- L'État civil doit-il prendre en compte des lettres ou des signes inexistantes en français ?
- Les métropoles et communautés urbaines doivent-elles redistribuer aux offices de tourisme le montant de la taxe de séjour qu'elles collectent ?
- Les abris de jardin peuvent-ils être exonérés de taxe d'aménagement ?

64-66 LES DÉCISIONS DE JURISPRUDENCE

- Un élu peut-il siéger au conseil d'administration d'une société dont dépend l'attributaire d'un marché conclu par sa commune d'élection ?
- Une collectivité peut-elle être candidate à un marché public passé par une autre collectivité ?
- Le décompte général doit-il être notifié à l'entreprise par le maître d'œuvre pour revêtir un caractère définitif ?
- Une personne privée ayant contracté avec une personne publique peut-elle résilier unilatéralement son engagement ?
- La taille des bulletins de vote est-elle un motif d'invalidation systématique des suffrages ?
- Peut-on écarter un bulletin de vote sans réclamation portée au procès-verbal ?
- Faut-il prévoir des stylos dans les isolements lors des scrutins autorisant le panachage ?
- La commune doit-elle prendre en charge l'indemnisation d'un fonctionnaire en congés maladie dont le service est transféré à une intercommunalité ?
- Un agent doit-il informer l'employeur public de sa condamnation pénale ?
- Le licenciement d'un agent contractuel en fin de période d'essai doit-il être motivé ?
- Une collectivité peut-elle devenir actionnaire d'une SPL quel que soit son objet social ?
- Une commune peut-elle installer une crèche de Noël ?
- La commune peut-elle devoir indemniser la victime d'un accident survenu lors d'un feu d'artifice ?
- Le reliquat d'un lotissement peut-il constituer un lotissement ?
- L'envoi d'une déclaration d'intention d'aliéner à la commune vaut-il renonciation au droit de préempter ?
- La délibération qui prescrit la révision du PLU doit-elle en préciser les objectifs ?
- La règle de la constructibilité limitée permet-elle de s'opposer au stationnement de longue durée de caravanes ?